

## **ODD Présentation a à la commission développement durable du parlement**

*Serge Michailof*

*1er avril 2015*

Les principaux défauts des OMD ont fait leur succès. Définis par un processus top down non participatif impliquant essentiellement le CAD de l'OCDE et Jeff Sachs, ils sont restés très simples et aisément compréhensibles. Le fait qu'ils soient identiques pour tous les pays en développement et ceci indépendamment de ce qui est réaliste est également un élément de simplification mais aussi de faiblesse... Focalisés sur les seuls aspects sociaux ils ont permis à l'aide internationale de racheter ses péchés de l'ajustement structurel des années 80-90 qui a vu l'aide contribuer au démantèlement des secteurs sociaux des pays en difficulté.

Focalisés sur un objectif très simple, la lutte contre la pauvreté et impliquant un principal acteur/ responsable, l'APD, ils ont constitué un puissant facteur de mobilisation de ressources et la « boussole » qui pendant 15 ans aura déterminé les allocations sectorielles de l'APD. Par là même ils portent une lourde responsabilité en ayant oublié les deux facteurs les plus importants de la lutte contre la pauvreté que sont la croissance économique et le développement agricole par le paysannat.

Ils ont par là même renforcé la distorsion des allocations de ressources de l'APD vers des dépenses sociales dans la mesure où le caractère d'additionnalité qui était au cœur du processus n'a jamais été respecté. C'est ainsi largement en réduisant les allocations à l'agriculture que furent financés les programmes sociaux...Or le niveau de ces dépenses sociales est pour beaucoup de pays très pauvres non soutenable budgétairement ce qui renforce la dépendance de ces pays vis-à-vis d'une aide incapable de s'engager sur le long terme. Une telle approche aurait dû reposer sur un financement fondé sur une taxation internationale pour être soutenable.

La focalisation des OMD sur des aspects quantitatifs et l'oubli de la dimension qualitative est une erreur. Je rentre du Niger. Les résultats quantitatifs en nombre d'écoles construites et progression du taux de scolarisation sont impressionnants ; mais en moyenne le temps de scolarisation dans le primaire ne dépasse pas 2 ans et les enfants sortent illettrés de l'école.

Enfin les OMD ont oublié des éléments fondamentaux : Ils n'ont pas traité sérieusement le problème qui devient dramatique de la croissance des bidonvilles et quartiers sous intégrés. Bien que focalisés sur les questions de santé ils ont escamoté le problème de la régulation de la

fécondité qui dans les pays très pauvres constitue le facteur principal d'accroissement de la pauvreté. Au Niger la croissance démographique est de 3,9 %. La population double tous les 18 ans....

Il est à craindre que les tentatives de corriger certains des défauts précédemment énoncés ne conduisent à de nouvelles et peut être plus graves erreurs. Le processus participatif engagé ayant impliqué un million de personnes, des milliers de groupes et d'institutions relève franchement de l'usine à gaz ; nous retrouvons ici les bureaucraties des Nations Unies sous leur pire aspect.

La fusion des objectifs de développement durable issus de la conférence de Rio, des OMD et des ambitions relevant des droits de l'homme conduit à une grande confusion dans les objectifs où se mélangent des objectifs de nature micro économique, des ambitions en matière de biens publics mondiaux, des vœux pieux et des déclarations de bonnes intentions. On mélange la sécurité routière, la lutte contre la pauvreté' et la lutte contre le changement climatique...

La méthodologie choisie a conduit à une prolifération d'objectifs (17) et de cibles (169) qui est telle que l'on perd de vue les priorités réelles car tout devient prioritaire et le message manque de clarté et perd sa force. Ce manque de clarté, l'absence de priorités claires et les différences de nature entre les objectifs se traduisent par la quasi impossibilité de procéder à des regroupements cohérents et clairs.

La volonté de fixer des objectifs universels pour tous les pays quelque soient leur niveau de développement économique et social relève de l'utopie et fait que

- La responsabilité quand à l'atteinte ou non atteinte des objectifs se dilue complètement,
- les concepteurs ont dû reconnaître que ces objectifs fixent finalement une sorte de cadre normatif général et doivent être adaptés au cas de chaque pays,
- En conséquence il y a une grande chance que les gouvernements choisissent « leurs » objectifs comme un menu à la carte perdant ainsi de vue tout caractère universel contraignant

Fixer des objectifs identiques à la Chine, aux USA, au Niger et à l'Afghanistan n'a aucun sens : en premier car certaines normes, si elles s'appliquent comme les OMD auront un caractère contraignant pour les pays les plus pauvres dépendant encore fortement de l'APD alors que les pays les plus riches pourront les oublier. Ex faut – il s'opposer à la mise en service de la nouvelle centrale au charbon au Niger alors que la Chine en construit une par semaine ?

Le caractère vœux pieux de certains objectifs frise le ridicule : ex, objectif 16 : « Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable etc.. » on

voit que tous les mots qui font plaisir sont présents. Quel est le réalisme de ce type d'objectif ? Nous retrouvons la pire et insupportable novlangue des Nations Unies qui cumule vœux pieux et ambitions universalistes...

Les omissions les plus graves des OMD n'ont pas été réellement corrigées et 4 objectifs qui auraient dû y figurer en bonne place sont toujours largement escamotés ou relégués en marge :

- Pour les PMA : un développement agricole accéléré fondé sur le paysannat associé à une condamnation sans équivoque des achats et locations de terres par les pays riches,
- Pour les PMA et les pays à revenu intermédiaire un effort exceptionnel pour traiter le problème des bidonvilles et quartiers sous intégrés,
- Pour les PMA fragiles des ambitions claires relatives à la régulation de la fécondité,
- Pour les PMA les plus fragiles et les pays sortant de conflit un accent particulier sur la construction d'institutions solides modernes efficaces en particulier dans le domaine régalien et un objectif spécifique portant sur la réforme des secteurs de la sécurité

Au total on comprend la volonté universaliste des concepteurs mais cette approche est beaucoup trop ambitieuse et seule une typologie des pays et une différenciation des objectifs par type de pays permettrait de revenir sur terre : exemple pays OCDE, émergents, à revenu intermédiaire, PMA, pays fragiles, pays sortant de conflit.

La position des USA et de la Grande Bretagne qui plaident pour des « OMD + », destinés à orienter l'APD aurait eu plus de sens que l'usine à gaz à laquelle on aboutit actuellement. C'est d'ailleurs la position du magazine « The Economist » de la semaine passée...

Enfin l'expérience prouve qu'en matière d'aide le temps et la durée des efforts compte énormément. Dans la mesure où de très nombreux pays pauvres sont très loin d'avoir atteint les OMD, il eut mieux valu être moins ambitieux, corriger les défauts évidents des OMD de l'an 2000 et maintenir un effort très focalisé sur des objectifs limités, raisonnables et réalistes.

Quelques mots sur la position française (je me fonde sur le rapport MAE de 2013) : Les priorités regroupées à partir de la page 13 me semblent raisonnables sous réserve des remarques relatives à l'intérêt qu'il y aurait à procéder à une différenciation selon une typologie pays simple) et une prise en compte des priorités omises par les OMD ancienne formule précédemment évoquées. Je regrette en revanche que le problème des Etats faillis, en guerre ou en crise grave, situation qui se multiplie dans le monde et qui pose et posera de plus en plus un grave problème géopolitique, ne puisse être sérieusement traité par cette approche.